



GHT VAL DE SEINE ET PLATEAUX DE L'EURE
CHI Elbeuf Louviers Val de Reuil
Rue du Docteur Villers 76410 Saint Aubin les Elbeuf

PROJET CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICES

**EXPLOITATION DE CAFETERIAS, POINT PRESSE LIBRAIRIE CADEAUX,
DISTRIBUTION AUTOMATIQUE ET TELEVISEURS
POUR LE CHI ELBEUF-LOUVIERS-VAL DE REUIL**

PROCEDURE DE CONSULTATION :

Contrat de Concession au sens des articles L.1121-1 et suivants du code de la commande publique.

Le présent document comporte 34 feuillets numérotés de 1 à 34.

En date du 31 Juillet 2025

Table des matières

CHAPITRE 1 : PRINCIPES GENERAUX

[ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONCESSION](#)

[ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONCESSION](#)

[ARTICLE 3 – CHAMP DE LA CONCESSION](#)

[ARTICLE 4 - MISSIONS GENERALES DU CONCESSIONNAIRE](#)

[ARTICLE 5 – DEVELOPPEMENT DURABLE](#)

[ARTICLE 6 - ANIMATIONS](#)

CHAPITRE 2 : CONDITIONS D'EXPLOITATION

[ARTICLE 7 – CONTINUITE DU SERVICE ET EGALITE ENTRE LES USAGERS](#)

[ARTICLE 8 – TRANSITION AVEC LE PRESTATAIRE SORTANT](#)

[ARTICLE 9 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES](#)

[ARTICLE 10 – SECURITE ET IDENTIFICATION DES INTERVENANTS](#)

[ARTICLE 11 – CONTROLES TECHNIQUES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES](#)

[ARTICLE 12 – EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION](#)

CHAPITRE 3 : CONDITIONS D'EXPLOITATION

[ARTICLE 13 – PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE](#)

[ARTICLE 14 – PRISE DE POSSESSION DES INSTALLATIONS](#)

[ARTICLE 15 - GESTION DES TRAVAUX PAR LE CONCESSIONNAIRE](#)

[ARTICLE 16 – CONTROLE DE LA QUALITE DES PRESTATIONS ASSUREES](#)

[ARTICLE 17 – EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE REPARATIONS COURANTES ET DE MAINTENANCE](#)

[ARTICLE 18 – INVENTAIRE DES BIENS DU SERVICE](#)

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

[ARTICLE 19 – TARIFS ET REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE](#)

ARTICLE 20 – PRINCIPES GENERAUX

ARTICLE 21 - COMPTES D'EXPLOITATION

ARTICLE 22 – REDEVANCES D'OCCUPATION

ARTICLE 23 – DISPOSITIONS FISCALES

ARTICLE 24 – REVISION DES CONDITIONS FINANCIERES

CHAPITRE 5 : CONTROLE DE LA CONCESSION

ARTICLE 25 - PRINCIPE

ARTICLE 26 – COMPTES-RENDUS

ARTICLE 27 – RAPPORT ANNUEL DU CONCESSIONNAIRE

CHAPITRE 6 : SANCTIONS

ARTICLE 28 – SANCTIONS PECUNIAIRES – PENALITES DE RETARD

ARTICLE 29 – DECHEANCE

ARTICLE 30 – MISE EN REGIE PROVISOIRE

ARTICLE 31 – MESURES D'URGENCE

CHAPITRE 7 : FIN DE LA CONCESSION

ARTICLE 32 – FAITS GENERATEURS

ARTICLE 33 – DISSOLUTION, REDRESSEMENT JUDICIAIRE, LIQUIDATION JUDICIAIRE

ARTICLE 34 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

ARTICLE 35 – FIN D'EXPLOITATION – REMISE DES BIENS, EQUIPEMENTS ET MATERIELS

ARTICLE 36- – CONTINUITE DE SERVICE EN FIN DE CONTRAT

ARTICLE 37 – PERSONNEL

CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS DIVERSES

[ARTICLE 38 – INTUITU PERSONNAE – CESSION DU CONTRAT](#)

[ARTICLE 39 – NOTIFICATIONS – MISES EN DEMEURE](#)

[ARTICLE 40 – NON-VALIDITE PARTIELLE](#)

[ARTICLE 41 – LITIGES](#)

[ARTICLE 42 – ANNEXES](#)

PREAMBULE

Présentation du CHI Elbeuf-Louviers-Val de Reuil (CHIELVR)

Etablissement support du Groupement Hospitalier de Territoire «Val de Seine et Plateaux de l'Eure», le Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf-Louviers-Val de Reuil (CHIELVR) répond aux besoins de santé des 200 000 habitants de son territoire. Il est composé de plusieurs sites dans les départements de Seine-Maritime et de l'Eure :

- L'hôpital d'Elbeuf-Les Feugrais à Saint-Aubin-lès-Elbeuf
- L'hôpital de Louviers.
- 6 maisons de retraite ou Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)

Avec 1 091 lits et places, nous accueillons chaque année plus de 224 000 personnes malades en consultation, en urgence, lors d'hospitalisations programmées ou en hospitalisation à domicile.

La valeur de notre établissement correspond à celle de ceux qui y travaillent au quotidien et visent l'excellence des soins réalisés avec humanisme et respect.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

CHAPITRE 1 : PRINCIPES GENERAUX

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONCESSION

Par le présent contrat, le CHIELVR délègue au concessionnaire qui l'accepte la valorisation et l'exploitation :

- ✓ La gestion d'une cafétéria, d'un point presse, sur le site des Feugrais
- ✓ Un point café, la vente de confiseries et de produits d'hygiène sur le site de Louviers
- ✓ La mise en place de distributeurs automatiques, sur les sites des Feugrais, de Louviers et des Collines
- ✓ La gestion au quotidien d'un service de télévisions aux patients hospitalisés sur les sites des Feugrais, de Louviers.

La gestion du service est assurée par le Concessionnaire à ses risques et périls, conformément aux règles de l'art, dans le souci d'assurer la conservation du patrimoine affecté au service, la sécurité, le bon fonctionnement, la continuité et la qualité du service ainsi que l'égalité de traitement de tous les usagers.

Le concessionnaire est seul responsable de la gestion financière du service. Il perçoit auprès des usagers le prix des prestations conformément au tarif fixé en accord avec le CHIELVR.

Le concessionnaire s'engage d'une manière générale à effectuer toutes les prestations nécessaires au bon fonctionnement du service.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONCESSION

Le contrat est conclu pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} Juillet 2026.

ARTICLE 3 - CHAMP DE LA CONCESSION

Toute sous-location totale ou partielle des installations mises à disposition du concessionnaire se fera avec l'accord express du CHIELVR. L'exploitant ne peut pas changer l'affectation des installations ni modifier leur consistance sans l'accord écrit préalable du CHIELVR.

Le concessionnaire est tenu de couvrir sa responsabilité civile par une police d'assurance dont il donnera connaissance au CHIELVR.

Les établissements du CHIELVR sur lesquels sont implantés des espaces cafétérias-restauration rapide et points presse librairie cadeaux sont présentés annexe 4 du dossier de consultation.

Clause de réexamen :

En cas de nouveau besoin ou de modification de l'espace sur le site, le CHIELVR se réserve la possibilité de confier ce nouveau besoin ou cette extension au concessionnaire en place. Un avenant sera alors signé entre les deux parties.

ARTICLE 4 – MISSIONS GENERALES DU CONCESSIONNAIRE

LA CAFETERIA :

4.1 Aménagements des boutiques cafétérias et travaux associés

a) Aménagements

Le CHIELVR autorise le concessionnaire à occuper des locaux destinés à cet effet, pour toute la durée du contrat :

Sur le site des Feugrais :

Les locaux tels que décrits dans le plan joint en annexe accueillent non seulement, la cafétéria et la librairie, mais éventuellement la gestion du service de télévisions.

Sur le site de Louviers :

Un local d'environ 20 m2 : espace presse et cafétéria

Espaces destinés à recevoir des distributeurs de boissons non alcoolisés et friandises, dans le hall d'accueil, aux urgences et à la maison de retraite sur le site de Louviers

Sur le site des Collines :

Espace destiné à recevoir le distributeur de boissons dans le hall d'accueil

Le Concessionnaire est chargé d'aménager et d'équiper à ses frais les surfaces affectées à l'occupation. Ces aménagements et équipements devront être précisés dans la proposition du concessionnaire.

L'esthétisme et l'ergonomie des équipements devront permettre l'accessibilité des personnes en situation de handicap.

Le concessionnaire pourra se rapprocher de l'occupant actuel pour convenir avec lui de la reprise éventuelle de tout ou partie des installations mobilières et/ou de l'équipement existants.

Les travaux et équipements complémentaires préconisés devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, s'agissant de locaux recevant du public (accessibilité, sécurité, hygiène...).

Si besoin, le concessionnaire devra obtenir les autorisations réglementaires des services compétents de l'état avant d'entreprendre les travaux sollicités (autorisation de travaux, avis de conformité de la Direction des Services Vétérinaires ...).

Les projets relatifs à ces travaux et aménagements devront être également soumis à l'autorisation préalable du CHIELVR. Les travaux ou aménagements ne pourront être entrepris sans avoir fait l'objet préalablement d'une approbation explicite.

Tout travaux d'aménagement donnera lieu à la remise d'un dossier des ouvrages exécutés (DOE) et d'un rapport de contrôle technique réglementaire initial, notamment sur la sécurité électrique des installations, dans un délai minimum de deux mois.

Les équipements mobiliers installés par le Concessionnaire resteront sa propriété.

Le déroulement des travaux devra suivre un planning proposé obligatoirement par le concessionnaire dans sa proposition. Ce document aura valeur contractuelle dès lors qu'il aura été accepté par les deux parties et pourra faire l'objet d'application de pénalités en cas de retards. Ce planning pourra être réajusté dans le cadre des négociations lors de la rédaction du contrat.

Lors de la durée des travaux ou d'aménagement des locaux par le nouveau concessionnaire, aucune solution alternative ne pourra être proposée par le CHIELVR pour la gestion de la cafétéria-boutique-point presse-cadeaux. Le candidat propose dans son offre le temps estimé de la fermeture.

Toutefois, un service minimum devra être maintenu pour assurer la bonne gestion des téléviseurs.

b) Equipements

L'achat des équipements, matériels nécessaires au fonctionnement de la cafétéria (vaisselle), des appareils (percolateurs, réfrigérateurs, tables, chaises et fauteuils etc) sera assuré par le Concessionnaire.

c) Fluides

Le CHIELVR assure la fourniture de l'énergie (électricité, chauffage, eau) nécessaire au fonctionnement des appareils de cafétérias et des distributeurs automatiques.

Le concessionnaire s'engage à respecter le règlement de sécurité incendie dans les ERP et notamment les articles GC1 à GC22 du chapitre X " installation d'appareil de cuisson destinés à la restauration ".

Les consommations d'électricité et d'eau de la cafétéria sont refacturées sur la base d'un prix unitaire au m2.

Le concessionnaire devra s'acquitter année par année des dépenses d'énergie pour un montant fixe et forfaitaire annuel de 4 585.14 € TTC (dont 764.19€ de TVA que le concessionnaire pourra récupérer) calculé comme suit :

- Moyenne Prix heure pleine été/hiver CHI 2025 : 183€/MWh
- Moyenne Prix gaz Feugrais février 2025 138.8€/MWh
- Consommation énergétique d'un bâtiment tertiaire moyen 200Kwh/m2/an
 - o Dont 150 kWh électricité et 50 kWh chaleur.
- Pour une redevance également à 3610.95€/an
- Pour l'eau :
 - o 2€/m²/an soit 210 €

Ce montant forfaitaire pourra être revu au regard d'éventuelles fluctuations importantes du prix de l'énergie.

Les charges relatives aux consommations feront l'objet d'une facturation annuelle à terme échu par l'émission d'un avis des sommes à payer par la Direction des Finances du CHIELVR.

Le règlement de cet avis des sommes à payer est à effectuer par virement auprès de la Trésorerie Hospitalière de Sotteville-lès-Rouen dont voici les coordonnées bancaires :

RIB : 30001 00707 F7650000000 72
IBAN : FR50 3000 1007 07F7 6500 0000 072
BIC : BDFEFRPPCCT

Le paiement s'effectuera dans le délai global maximum fixé à 50 jours à compter de la réception de l'avis des sommes à payer.

Le concessionnaire devra procéder aux vérifications périodiques obligatoires (électricité, gaz, SSI etc) par un organisme agréé.

d) Téléphone

Le CHIELVR pourra fournir une ligne de l'établissement pour un usage interne.

4.2 Exploitation du service

Le Concessionnaire proposera les prestations suivantes :

- Restauration rapide et boissons sans alcool à consommer sur place ou à emporter (sandwichs, salades, sandwichs clubs, wraps etc ...).
- Espaces détente
- Presse et Livres
- Vente d'autres produits associés (papier à lettres, cadeaux, jouets, hygiène de première nécessité, etc ...).

Cette liste est non exhaustive mais indicative, le candidat pourra proposer dans son mémoire technique autant de produits, d'options et de « services plus » qu'il est susceptible de fournir (par exemples, des formules destinées aux enfants, aux jeunes mamans etc. ...).

Le CHIELVR retiendra les produits avec le concessionnaire et sera libre d'activer ou non les options et « services plus » qui lui auront été proposés tout au long du contrat.

Le CHIELVR souhaite que le Concessionnaire introduise de nouveaux produits à la vente en cours de contrat. Au préalable de leur mise en place, le Concessionnaire devra recueillir l'autorisation écrite du CHIELVR.

Au titre de sa politique en matière d'hygiène et de lutte contre les infections nosocomiales, il est précisé que l'implantation de distributeurs de fleurs sera interdite.

Le concessionnaire prend la parfaite connaissance que le CHIELVR met à disposition des membres du personnel un self qui propose de la restauration sur place mais aussi de la vente à emporter de salades et sandwich.

Le concessionnaire ne peut en aucun cas remettre en cause ce service que le CHIELVR met à disposition de son personnel.

a) Heures d'ouverture des boutiques et cafétérias

La boutique devra être ouverte tous les jours, selon des horaires à déterminer, et pour un minimum comme suit :

Sur le site des Feugrais

Du lundi au vendredi : de 8H30 à 18H00

Le samedi de 14H00 à 18H00

Le dimanche de 14h 00 à 18H00

Sur le site de Louviers

A ouvrir au minimum le local du lundi au vendredi entre 13h00 et 16H00.

A assurer l'approvisionnement et l'entretien des distributeurs automatiques de 11h00 à 12h00

En cas de fermeture de la boutique, le CHIELVR se réserve le droit de recourir, aux frais et dépens du contractant, à des solutions de substitution pour assurer la vente des articles et produits.

b) Entretien des boutiques cafétérias

Le Concessionnaire assurera les travaux de nettoyage des locaux mis à sa disposition ainsi que du matériel, il s'oblige à maintenir les aménagements et les mobiliers en parfait état de fonctionnement et de propreté. Les alentours des boutiques cafétérias, ainsi que l'emplacement réservé à la consommation devront être parfaitement entretenus.

Le CHIELVR se réserve le droit de faire visiter à tout moment les locaux par ses agents (techniques, hygiène et conditions de travail).

c) Gestion des déchets

Le concessionnaire doit mettre à disposition des usagers un système de tri des déchets.

Pour l'évacuation des ordures et des emballages vides, le Concessionnaire devra se conformer aux instructions du CHIELVR en relation avec la filière des déchets notamment en matière de configuration des locaux.

Le concessionnaire dépose ses déchets à l'endroit défini par le CHIELVR.

Le CHIELVR se réserve le droit de procéder à tout instant à des contrôles aussi bien qualitatifs que quantitatifs.

En outre, le Concessionnaire précisera dans son mémoire technique s'il réalise une collecte séparée des bio déchets et les modalités de sa mise en œuvre. La mise en place d'une nouvelle filière ne pourra se faire sans validation du CHIELVR et dans le respect de ses procédures.

d) Affichage et publicité

Tout affichage réalisé par le Concessionnaire n'est autorisé que dans le cadre de l'activité objet du présent contrat.

Le Concessionnaire peut faire figurer les inscriptions se rapportant à l'indication de sa raison sociale ainsi qu'à la nature du commerce exercé dans le local commercial. Toute autre inscription doit faire l'objet d'une autorisation écrite du CHIELVR.

Dans tous les cas, les maquettes précisant la nature, les couleurs, les dimensions ainsi que les emplacements de ces inscriptions (lumineuses ou non) doivent être soumises à l'agrément préalable du CHIELVR et doivent être en conformité avec l'aménagement des halls d'accueil.

A l'intérieur du local commercial sont seuls autorisés les systèmes de publicité (lumineux ou non) constituant un rappel des produits vendus ou de leur marque et ne présentant pas le caractère d'une publicité exclusive.

Le CHIELVR se réserve le droit d'exiger la suppression de toute publicité qui ne lui paraîtrait pas conforme à ces prescriptions.

Le Concessionnaire peut apposer le sigle commercial lui appartenant sur les supports et petits matériels d'exploitation, tels que plateaux, couverts, assiettes, gobelets.

e) Informations des usagers

Le Concessionnaire devra afficher clairement dans les espaces de vente :

- les horaires d'ouverture,
- la nature des produits proposés à la vente ainsi que toutes les indications obligatoires concernant ces produits prévues par la législation et la réglementation en vigueur,
- les prix nets (service et TVA compris) des produits proposés à la vente,
- L'interdiction de fumer
- La prévention et l'éducation nutritionnelle : le Concessionnaire sera tenu de mettre en place une information destinée aux usagers sur les aspects diététiques et nutritionnels des produits alimentaires.

LES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

Le concessionnaire devra installer, approvisionner et maintenir les Equipements de Distributions Automatiques.

Ci-après la liste des Distributeurs et leur localisation :

Client	Info accès	Désignation
ELBEUF CH	EHPAD LES COLLINES	CHAUD
ELBEUF CH	EHPAD LES COLLINES	SNACKS/BOISSONS
ELBEUF CH	HALL	CHAUD
ELBEUF CH	HALL	SNACKS/BOISSONS
ELBEUF CH	HOPITAL SEMAINE	CHAUD
ELBEUF CH	REANIMATION	CHAUD
ELBEUF CH	SSR	CHAUD
ELBEUF CH	SSR	SNACKS/BOISSONS
ELBEUF CH	URGENCES	CHAUD
ELBEUF CH	URGENCES	SNACKS/BOISSONS
ELBEUF CH LOUVIERS	HALL	CHAUD
ELBEUF CH LOUVIERS	HALL	SNACKS/BOISSONS/FRAIS
ELBEUF CH LOUVIERS	MAISON DE RETRAITE	CHAUD
ELBEUF CH LOUVIERS	URGENCES	CHAUD

Les distributeurs proposeront notamment les choix suivants :

- des boissons chaudes (café, chocolat, thé etc),
- des boissons fraîches (en canette ou en bouteille) (sodas, jus de fruits, eaux minérales etc),

- des denrées alimentaires (confiseries, produits frais, viennoiseries, sandwiches etc).
- Des produits « sains et diététiques »

Les Distributeurs devront disposer d'un système de paiement par carte bancaire.

Le CHIELVR se réserve le droit de demander le déménagement des distributeurs si nécessaire, le titulaire devra prendre en charge ce déménagement.

Le CHIELVR a la possibilité de demander l'installation de nouveaux distributeurs dans les mêmes conditions que celles inscrites dans le présent contrat.

Le CHIELVR pourra demander la mise en place de distributeurs dédiés en majorité ou en totalité à de la restauration (sandwich, salade, pasta box...)

Obligation du concessionnaire pour la continuité de service :

Les machines devront être en état de fonctionner 7j/7, 24h/24 et devront être réapprovisionnées régulièrement.

En cas de panne, le Concessionnaire s'engage à intervenir dans le délai annoncé dans son offre sous peine d'encourir des pénalités.

En cas, de panne ou problématique (monnaie, produits bloqués...) un numéro de hotline devra être affiché pour que les usagers puissent faire part de leur litige. Les agents de la cafétéria pourront également répondre aux problématiques relevées et procéder si besoin au remboursement de l'utilisateur. Le concessionnaire précise dans son offre le délai d'intervention en cas de panne du distributeur tout en respectant un délai de 8 heures maximum d'intervention et 12 heures maximum de résolution. De même, en cas de pannes successives le Concessionnaire s'engage à procéder au remplacement du matériel défectueux dans le délai prévu.

LE CONTRAT TELEVISEURS

5.1 Objet de la gérance

La gérance comprend :

- La gestion - mise en service – des téléviseurs sur les 2 sites du CHI (Elbeuf et Louviers)
- L'encaissement des redevances versées par les utilisateurs.

La maintenance du matériel restant à la charge du CHIELVR.

Le concessionnaire collecte la totalité du Chiffre d'affaire.

5.2 Définition de la gérance

La gérance des téléviseurs est indissociable de la gérance de la cafétéria.

Le CHIELVR, en confiant au titulaire la gestion en gérance du parc téléviseurs, s'engage à mettre sa disposition les équipements nécessaires financés à ses frais.

Le CHIELVR conserve le contrôle du service et doit obtenir du gérant tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Le CHIELVR assure les risques et périls de l'exploitation.

Le gérant responsable du fonctionnement du parc de téléviseurs, le gère conformément au présent contrat. Il doit percevoir auprès des usagers, pour le compte du CHIELVR, un prix destiné à être reversé en totalité dans les caisses de celle-ci.

Les usagers devront pouvoir accéder au service de télévision sans interruption.

Toute cession partielle ou totale du service est interdite.

5.3 Description techniques

Le parc est constitué de :

- 384 téléviseurs ;
- 2 serveurs ;
- Un système de gestion installé dans la cafétéria sur le site des Feugrais
- Un système de gestion installé dans la cafeteria sur le site de Louviers

Tout changement notable dans le périmètre de ces équipements sera validé par le CHIELVR par voie d'avenant à la concession.

5.4 Prise de possession du parc téléviseurs

La remise de l'ensemble des installations s'effectue au plus tard le jour de la prise d'effet de la concession.

Un inventaire quantitatif et qualitatif des biens remis au gérant est rédigé par le CHIELVR et annexé à la Concession. Il précise notamment le principe de fonctionnement des équipements, leur état technique.

Dans un délai de 1 mois à compter de l'entrée en vigueur de la concession, le gérant proposera au CHIELVR, compte tenu des constatations qu'il aura pu faire, tout complément ou correction de cet inventaire.

5.5 Régime des travaux

5.5.1 Travaux d'entretien et de réparation

Tous les équipements et matériels permettant la marche de l'exploitation sont entretenus en bon état de fonctionnement et réparés par les soins du CHIELVR et à ses frais.

Les travaux rentrant dans cette catégorie sont notamment : l'entretien en état de marche des téléviseurs, des antennes, amplificateurs, du réseau et serveurs.

Le remplacement des équipements détériorés ou disparus est exécuté dès que le défaut en est constaté.

5.5.2 Exécution d'office des travaux d'entretien

En cas de détérioration du système de gestion ou d'un serveur pour une faute ou une erreur manifeste du gérant, le CHIELVR pourra faire procéder, aux frais du gérant, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service.

5.5.3 Travaux d'extension

Le CHIELVR est le maître d'ouvrage de tous les travaux d'extension entraînant un accroissement du patrimoine productif.

Le gérant est consulté sur l'avant-projet des travaux à exécuter et notamment pour les travaux de raccordement aux ouvrages du service.

La prise en charge par le gérant d'une nouvelle partie du parc en vue de son exploitation nécessitera un avenant à la Convention.

5.5.4 Frais de renouvellement

Lorsqu'il s'avère nécessaire, le renouvellement des équipements est régi par le concessionnaire sauf l'ensemble des équipements liés au fonctionnement des Téléviseurs qui reste à la charge du CHIELVR.

A cet effet, le gérant est tenu de signaler au CHIELVR les anomalies qu'il pourrait constater, dans le cas contraire sa responsabilité pourra être engagée.

5.6 Conditions financières des téléviseurs

5.6.1 Tarifs perçus auprès des usagers

Les tarifs sont fixés par le CHIELVR pour la première année d'exploitation à :

Journée 4 € du 1er au 30ème jour

Journée à 3€ à partir du 31ème jour

Le CHIELVR se réserve le droit, à titre exceptionnel, de ne pas facturer le service aux usagers.

Les prix pourront être révisés et définis par le CHIELVR notamment en cas de révision du taux de TVA.

5.6.2 Vérification du fonctionnement des clauses financières

Le gérant sera tenu de remettre au CHIELVR, dans les délais fixés les documents prévus à l'article 26.

Le CHIELVR a le droit de contrôler les renseignements donnés par ces documents. A cet effet, ses agents dûment accrédités pourront se faire présenter toutes pièces nécessaires pour leur vérification.

ARTICLE 5 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Concessionnaire exploite le service en mettant en œuvre une politique de développement durable notamment à travers les axes suivants :

- a. Présentation de produits issus de circuits courts, de l'agriculture biologique ou raisonnée ou du commerce équitable.
- b. Présentation de produits sans OGM, de saison (fruits et légumes), porteurs de labels de qualité.
- c. Organisation de l'entreprise destinée à assurer cette traçabilité.
- d. Démarche de l'entreprise pour assurer l'optimisation des transports et réduire les trajets.
- e. Utilisation de matières bio sourcées, biodégradables (plastiques végétaux) ou de produits éco labellisés (nettoyages).
- f. Maîtrise de la consommation d'énergie dans le cadre des choix des équipements et matériels
- g. Responsabilité sociale de l'entreprise.

Concernant les points a/ et b/, il est attendu un minimum de 20% de produits répondant aux exigences, et ce dès le début du contrat.

Dans son offre, le candidat remettra un mémoire « développement durable » sur les actions menées sur cette thématique.

ARTICLE 6 – ANIMATIONS

Le concessionnaire proposera des animations et notamment :

En outre, il proposera des produits spécifiques par exemples :

- Des produits à thèmes (Semaine du goût, Semaine du développement durable, etc...)
- Des produits « fêtes calendaires » (Pâques, Fêtes de fin d'année etc...),
- Des produits et goûters pour les enfants.
- Foodtruck (sans exclusivité)

Cette liste est non exhaustive, le candidat peut proposer dans son offre les animations qu'il est en capacité de faire au CHIELVR.

CHAPITRE 2 : CONDITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 7 – CONTINUITE DU SERVICE ET EGALITE ENTRE LES USAGERS

Le concessionnaire est tenu de respecter les principes de continuité du service et d'égalité entre les usagers devant le service.

Tout arrêt du service devra faire l'objet d'une information préalable du CHIELVR présentant l'origine de l'arrêt, sa durée prévisible et les solutions techniques ou de remplacement que le concessionnaire envisage de mettre en œuvre.

Tout arrêt qui n'aura pas donné lieu à une information préalable au CHIELVR devra faire l'objet d'une notification de la part du concessionnaire dans un délai de 48 heures à compter de la date de commencement de l'arrêt et devra notamment indiquer la cause de l'arrêt et les solutions techniques et ou de remplacement que le concessionnaire envisage de mettre en œuvre afin d'assurer la continuité de l'exploitation de l'équipement.

En tout état de cause, tout arrêt du service pourra entraîner la mise en cause de la responsabilité du concessionnaire dans les conditions prévues par le présent contrat.

ARTICLE 8 – TRANSITION AVEC LE PRESTATAIRE SORTANT

Le Concessionnaire s'organise avec le prestataire sortant, dont les coordonnées lui auront été transmises par le CHIELVR, pour s'accorder sur les modalités transitoires en vue d'assurer la continuité de l'exploitation du service.

Le Concessionnaire assure, pendant toute la durée de cette transition, la continuité du service auprès des usagers, en occasionnant une gêne la plus limitée possible pour les usagers pour la gestion des téléviseurs.

Le CHIELVR pourra à ce titre être sollicité en tant que facilitateur dans ces échanges, sans que sa responsabilité ne puisse être recherchée en cas de désaccord par l'une quelconque des parties à ces discussions.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

ARTICLE 9.1 RESPONSABILITE DU CONCESSIONNAIRE ET ASSURANCE

Le Concessionnaire est responsable du bon fonctionnement du service dès la prise en charge des ouvrages et installations mis à sa disposition par le CHIELVR au titre de la présente concession.

Le Concessionnaire s'engage à contracter les assurances nécessaires à son activité et de l'occupation des locaux du CHIELVR, notamment en matière de responsabilité relative aux accidents corporels. La

garantie contractuelle par sinistre contre les recours de l'administration ou de ses assurances doit être suffisante, c'est-à-dire d'un montant illimité pour les dommages corporels.

Le Concessionnaire s'engage à souscrire auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurance, les polices couvrant les dommages de toute nature pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputable directement ou indirectement à l'un de ses intervenants et/ou à leurs prestataires.

Ainsi, il s'engage notamment à souscrire toutes assurances obligatoires liées au service qu'il exécute pour le compte du CHIELVR.

9.2.1 Assurances des ouvrages, installations, matériels et corporels

Le Concessionnaire devra souscrire les assurances suivantes :

- Responsabilité civile d'exploitation couvrant la responsabilité du Concessionnaire du fait de l'ensemble des ouvrages, installations et matériels mis à disposition du Concessionnaire, à l'égard des usagers et des tiers ;
- Responsabilité dommages aux biens couvrant l'intégralité des biens de toute nature qui lui sont confiés par le CHIELVR pour l'exécution du service. Ces biens sont réputés être non vétustes et en bon état général à la date de prise d'effet de la convention ; le Concessionnaire renonçant à tout recours contre le CHIELVR et ses assureurs, pour tout dommage qu'il subirait du fait de ces biens.

Le Concessionnaire souscrira un contrat d'assurance « dommages aux biens » garantissant les sinistres matériels causés par ces installations (incendie, explosion, dégâts des eaux...) ou causés par les produits distribués ou vendus.

La garantie contractuelle par sinistre contre les recours de l'administration ou de ses assurances doit être suffisante, pour couvrir les dommages matériels et immatériels. A ce titre, le Concessionnaire s'engage à informer le CHIELVR de tout sinistre touchant un bien confié et susceptible de faire jouer la garantie de l'assureur. Il communiquera alors au Concédant les dates d'expertises éventuelles et les rapports d'expertise.

9.2.2 Assurances Responsabilité civile professionnelle

Afin de couvrir sa responsabilité d'exploitant, le Concessionnaire souscrira une police d'assurance responsabilité civile professionnelle.

A ce titre, le Concessionnaire restera seul responsable à l'égard des tiers, de tous accidents, dégâts et dommages de toute nature que ce soit, liés aux risques d'exploitation.

9.2.3 Justification des assurances

Toutes les polices d'assurance souscrites par le Concessionnaire devront être communiquées au CHIELVR dès leur signature.

Le CHIELVR aura la possibilité de demander au Concessionnaire de justifier, dans un délai de 15 jours, du paiement des primes afférentes aux polices souscrites.

Le Concessionnaire s'interdit tout recours contre l'Administration en cas de vols, pertes, avaries, effractions, qui pourraient se produire dans les locaux concédés et sur ses installations.

En aucun cas la responsabilité du CHIELVR ne saurait être engagée et ce, quelle que soit la cause du dommage. En cas d'intervention des services de sécurité, la société s'engage à remettre en l'état les locaux (points de vente et de stockage).

Le CHIELVR ne sera en aucun cas tenu de supporter toutes ou partie des conséquences pécuniaires des accidents ou maladies dont pourraient être victimes le Concessionnaire et/ou de ses préposés.

Le Concessionnaire s'engage donc :

- ⇒ à ne détenir aucun produit dangereux dans l'enceinte des boutiques cafétérias (produits fortement inflammable, produits aérosol, corrosifs et abrasifs, etc...).
- ⇒ à dégager le CHIELVR de toute responsabilité relative à l'installation des boutiques cafétérias, distributeurs automatiques, téléviseurs, à leur entretien (en assurant la maintenance des installations), à leur surveillance (dégradations) et aux pertes ou vols de marchandises ou d'espèces.
- ⇒ à respecter la réglementation sanitaire relative à la vente de produits alimentaires étant entendu qu'il ne sera autorisé qu'à effectuer une remise en température sans cuisson. Le Concessionnaire veillera particulièrement aux méthodes d'emballage ou de conservation des produits mis en vente et respecter les règles d'hygiène afin d'assurer en permanence leur qualité et leur état de fraîcheur. Le CHIELVR se réserve le droit à tout moment d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles en ce sens comme détaillé à l'article 16 « contrôle de la qualité des prestations assurées » du présent document.
- ⇒ à assurer une qualité et une variété des denrées alimentaires.
- ⇒ à faire respecter par les consommateurs les consignes de sécurité et d'hygiène. A ce titre, le Concessionnaire devra disposer ses installations de telle sorte que les dispositions législatives et réglementaires relatives à la lutte contre le tabagisme soient scrupuleusement respectées. Par ailleurs, le Concessionnaire s'engage à se conformer à la réglementation relative à la limitation du bruit dans les établissements de santé.
- ⇒ à ne pas présenter à la vente ou vendre des publications ou produits prohibés par la loi ou interdits par l'administration de l'établissement. Il est interdit au Concessionnaire d'étaler ou de remettre à titre gratuit toute publication contraire aux bonnes mœurs ou de nature à porter atteinte à l'ordre et à la discipline dans les services de l'hôpital. L'extension de la vente à d'autres articles, sollicitée, soit par le CHIELVR, soit par la société exploitante, devra recueillir l'accord de l'autre partie. La suppression d'un article devra respecter la même procédure.
- ⇒ à désigner un responsable, interlocuteur privilégié chargé des relations avec le CHIELVR.

ARTICLE 10 – SECURITE ET IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

Le CHIELVR a défini une politique de sécurité des personnes lors des interventions de prestataires dans leurs établissements.

Le document régissant ces règles d'intervention sera annexé au contrat définitif lors de sa rédaction entre le CHIELVR et le concessionnaire retenu.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que les prestataires doivent respecter. Le CHIELVR assure la coordination générale des mesures de prévention des opérations effectuées dans ses sites.

Le Concessionnaire devra respecter les exigences et dispositions prises dans les sites où il aura à intervenir, en matière de prévention des risques d'accidents de travail.

Le CHIELVR pourra s'assurer, auprès des salariés du Concessionnaire, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans les documents de la politique de sécurité. Les personnels du Concessionnaire pourront être conviés à participer aux sessions de formation à la sécurité incendie organisées par le Département Sécurité Incendie et Sûreté du CHIELVR ; le Concessionnaire devra libérer chaque agent une fois par an pour ces sessions de formation.

Le CHIELVR se réserve la possibilité de suspendre l'exécution du contrat si les conditions de sécurité ne sont pas respectées jusqu'à la mise en œuvre, par le Concessionnaire, des dispositions nécessaires.

Tout contrôle de sécurité effectué par un organisme extérieur agréé devra faire l'objet d'un rapport transmis au CHIELVR.

ARTICLE 11 – CONTROLES TECHNIQUES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES

Une copie du rapport de contrôle annuel des locaux mis à disposition du concessionnaire et tout document de contrôle technique réglementaires obligatoires devra être communiqué au CHIELVR à chaque échéance de contrôle (exemple : contrôle de la Direction des Services Vétérinaires, contrôle des installations électriques, contrôle des extincteurs ...).

ARTICLE 12 – EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour de sa notification.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, la modification des prestations du Concessionnaire, affectant même de façon mineure l'exécution du contrat, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du contrat.

Le CHIELVR peut, s'il l'estime nécessaire, négocier de bonne foi un avenant au contrat afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

CHAPITRE 3 : MOYENS DU SERVICE

ARTICLE 13 –PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE

De manière à se conformer à la législation au titre de l'article L.1224-1 du Code du travail en vigueur sur la reprise du personnel.

Le détail de la masse salariale est présenté en annexe 4.

Le Concessionnaire recrutera, rémunérera, emploiera sous sa responsabilité le personnel nécessaire au bon fonctionnement de son exploitation. Il remplira, au regard de la législation concernant la sécurité sociale, le travail et la fiscalité, toutes les obligations de l'employeur. Il fournira la liste des agents affectés aux différents sites et aux différentes tâches (encadrement des boutiques cafétérias, techniciens des distributeurs...) ainsi que leur qualification.

Ce personnel est soumis à la discipline générale et au règlement intérieur des établissements et notamment à l'obligation de discrétion professionnelle qui s'impose à tout agent hospitalier. En outre, il devra se conformer aux règles d'hygiène en vigueur au CHIELVR et devra revêtir une tenue vestimentaire distincte et dans un parfait état de propreté. Le personnel est facilement identifiable grâce au port d'un badge professionnel au nom du Concessionnaire et d'une tenue vestimentaire adaptée.

Le Concessionnaire s'engage à soumettre son personnel à toutes visites médicales et obligations prévues par la médecine du travail.

Le Concessionnaire se conformera à la réglementation en vigueur pour l'emploi de travailleurs étrangers.

Le Concessionnaire sera responsable de son personnel, des accidents survenus du fait de celui-ci, de tous dégâts et des vols qui pourraient être commis par ses agents. Il s'engage à assumer soit pour lui-même, soit pour ses agents, la responsabilité pleine et entière eu égard aux infractions et contraventions induites en cas de non-respect de la réglementation en vigueur (vente des articles, impôts).

Le CHIELVR se réserve le droit de refuser l'accès aux sites à tous les agents dont la tenue générale, le comportement ou la manière de servir sont de nature à porter atteinte au service public hospitalier. Il en est de même pour tous les agents déjà en service. Le Concessionnaire s'oblige alors à les remplacer aussitôt, s'interdisant tout recours ou réclamation à ce sujet.

Le Concessionnaire ne doit en aucun cas loger qui que ce soit dans les locaux concédés, qui doivent d'ailleurs être fermés en dehors des heures d'ouverture.

Le Concessionnaire dispense à son personnel et aux intervenants qu'il a désignés pour intervenir sur les sites, une formation qui porte sur l'observation de l'ensemble des présentes dispositions contractuelles ainsi que les particularités du milieu hospitalier notamment en termes d'accueil des usagers et d'observation des consignes générales de sécurité et d'hygiène.

Le Concessionnaire indiquera dans le mémoire technique le ou les organismes qu'il sollicite pour ces formations ainsi que le temps annuel par agent.

ARTICLE 14 –PRISE DE POSSESSION DES INSTALLATIONS

14.1. Mise à disposition des locaux

A la date de prise d'effet du présent contrat, le CHIELVR met à disposition du concessionnaire les locaux des équipements situés dans le hall d'entrée, ainsi que le matériel et les équipements en bon état de fonctionnement lui appartenant.

Le CHIELVR fait son affaire de la conclusion et de l'exécution des contrats nécessaires au fonctionnement desdits locaux.

Le concessionnaire dispose de ces biens à titre précaire sans occupation privative. Il ne peut établir d'autres installations fixes, ni modifier celles existantes sans l'accord exprès de la personne publique. De même, le concessionnaire ne peut utiliser les locaux pour des besoins autres que ceux liés à l'exécution du présent contrat, sans l'accord exprès du CHIELVR.

Le concessionnaire prend en charge les locaux dans l'état où ils se trouvent sans pouvoir exprimer aucune réserve, sauf s'ils ne sont pas dans un état approprié à leur usage. Par la suite, il ne peut invoquer la situation initiale de ces locaux pour dégager sa responsabilité dans le bon fonctionnement des installations dont il assure l'exploitation.

Si au cours de l'exécution du contrat, les locaux cessent d'être conformes à la législation ou à la réglementation en vigueur, le concessionnaire, dès qu'il en est informé, en avise le CHIELVR sans délai et par écrit. Le CHIELVR remédie à la situation le plus rapidement possible. La personne publique prend des mesures correctives immédiates s'il est établi qu'il y a un risque pour le personnel et les usagers.

14.2. Procès-verbal de mise à disposition des installations

La remise des installations affectées à l'objet de la présente concession est constatée par un procès-verbal contradictoire signé des deux parties précisant notamment la dénomination et les caractéristiques essentielles des biens ainsi que leur situation juridique. Ce procès-verbal contradictoire est annexé au présent contrat.

Tous les biens figurant dans ce procès-verbal contradictoire constituent des biens de retour revenant gratuitement au CHIELVR en fin de contrat.

ARTICLE 15 –GESTION DES TRAVAUX PAR LE CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire fait son affaire de l'entretien et du renouvellement des biens affectés au service concédé.

Le concessionnaire veille à tenir en parfait état de propreté, d'entretien et de réparations les lieux faisant l'objet de la concession ainsi que les équipements, les installations et le matériel.

Le concessionnaire devra diligenter pour le compte du CHIELVR les visites réglementaires des matériels et installations avec le concours, le cas échéant d'un organisme agréé.

Le concessionnaire gère pour son propre compte les contrats de maintenance et d'entretien de son matériel.

Au terme de chaque année d'exploitation, Le concessionnaire sera tenu de communiquer un état des travaux effectivement réalisés.

ARTICLE 16 - CONTROLE DE LA QUALITE DES PRESTATIONS ASSUREES

Afin d'évaluer la qualité de ses prestations, le Concessionnaire :

- ✓ Organise une enquête de satisfaction auprès des usagers, selon des modalités définies par le CHIELVR. Ces retours sont notamment examinés en réunion de pilotage.

- ✓ Fournit des tableaux de bord semestriels reflétant les différents aspects de la prestation. Le CHIELVR pourra demander des rapports intermédiaires si nécessaire. Ces documents doivent être envoyés une semaine au moins avant la réunion de pilotage.
- ✓ Participe à une réunion de pilotage annuelle organisée par le CHIELVR et portant sur les modalités d'exécution du présent contrat qui s'appuiera sur un rapport annuel d'exploitation qui comportera notamment *les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services* doit être produit chaque année à la Direction des Services Techniques, Hôteliers et des Achats et contenir les éléments listés à article sss33 du décret n°201169-86 du 1er février 2016 sur les contrats de concession.

Le concessionnaire devra impérativement fournir une attestation de conformité de la Direction des Services Vétérinaires et devra présenter et expliquer dans son offre ses différentes procédures de contrôle en matière de sécurité alimentaire.

Dans le cadre de la prévention du risque incendie, il remettra au concessionnaire un jeu de clés permettant d'avoir l'accès permanent à tous les locaux concédés.

Il devra prévoir la mise en place d'un contrôle d'accès et d'un dispositif visant à prévenir les actes de vandalisme dans la zone concédée.

Le CHIELVR se réserve le droit d'assurer à tout moment des contrôles de la qualité des produits, notamment sur le plan de l'hygiène.

A ce titre, le Concessionnaire garantit le strict respect de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire au niveau des unités de production, de la logistique de transport et des sites de stockage et de vente. Pour ce faire, il transmettra dès réception tous les éléments permettant au CHIELVR de vérifier ces engagements tout au long du contrat au référent.

Les produits alimentaires proposés à la vente devront être de bonne qualité, sains et marchands et répondre à toutes les prescriptions relatives à la protection des aliments et à l'hygiène publique.

Le Concessionnaire communiquera au CHIELVR la liste de ses fournisseurs et l'informerá des modifications qui pourraient y être apportées.

Le Concessionnaire laissera au CHIELVR toute latitude pour permettre un contrôle éventuel de la réalisation de la prestation auprès des usagers.

D'autre part, en fonction des problèmes rencontrés par les deux parties, des rencontres pourront être programmées, par exemple, entre le gérant de chaque site et le référent au CHIELVR pour étudier les problèmes rencontrés ou les dysfonctionnements constatés, et autant de rencontres que de besoin sur simple demande du CHIELVR.

Le Concessionnaire nommera un référent responsable de la gestion du contrat qui participera notamment aux réunions sus visées.

Dans le cas où le Concessionnaire n'a pas tenu compte des réclamations importantes et répétées des usagers, qui lui ont été signifiées expressément par le CHIELVR, celui-ci peut le mettre en demeure de prendre toutes mesures nécessaires pour remédier aux faits reprochés.

En cas de manquements du concessionnaire à ses obligations contractuelles et en fonction de la gravité, le CHIELVR pourra appliquer les sanctions prévues aux articles 28 à 31 du présent document.

ARTICLE 17 – EXECUTION DES TRAVAUX D’ENTRETIEN, DE REPARATIONS COURANTES ET DE MAINTENANCE

Dans le cas où le concessionnaire ne remplirait pas les obligations lui incombant au titre du présent contrat, le CHIELVR pourra faire procéder, aux frais du concessionnaire, à l’exécution des travaux nécessaires au bon fonctionnement du service, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de 5 jours ouvrables.

Lors de la prise de possession des lieux, le CHIELVR remet au concessionnaire les coordonnées des interlocuteurs internes au centre hospitalier et les conditions d’intervention de ces personnels.

Ce délai pourra être prolongé après accord du CHIELVR, dans le cas où le délai d’exécution des travaux ou de livraison du matériel nécessaire serait supérieur à 15 jours.

En cas de carence, s’exposera à une pénalité prévue au présent contrat.

ARTICLE 18 – INVENTAIRE DES BIENS DU SERVICE

18.1. Objet de l’inventaire

Dans un délai de 15 jours suivant la prise d’effet du contrat, le concessionnaire effectue un inventaire contradictoire en présence du CHIELVR. Cet inventaire sera annexé au contrat.

L’inventaire tenu par le concessionnaire comprend les terrains, bâtiments, ouvrages, installations immobilières et objets mobiliers, petits et gros matériels réalisés ou acquis par le concessionnaire ou mis à sa disposition par le CHIELVR.

L’inventaire permet de connaître l’état et de suivre l’évolution des biens affectés au service et à l’équipement. Le concessionnaire remet et met à jour l’inventaire dans le rapport annuel.

Au cours du contrat, le CHIELVR avec l’appui éventuel d’un expert extérieur, peut procéder à un ou plusieurs inventaires contradictoires visant notamment à s’assurer de l’exhaustivité, de la conformité, et de l’état des biens, ainsi que du respect des renouvellements annoncés par le concessionnaire, et enfin de s’assurer de la remise à la fin du contrat d’un outil en état de fonctionnement.

L’inventaire tenu à jour par le concessionnaire fournit au moins les informations suivantes pour chacun des biens :

- sa valeur d’achat, sa valeur amortie et sa valeur nette comptable
- une description sommaire
- sa localisation
- sa date de mise en service
- son état (neuf, bon état, usagé, etc)
- la nécessité d’une remise en état, ou d’une mise en conformité, ou d’un complément d’équipement ainsi que les conditions de mise en œuvre et les modalités de prise en charge de ces opérations,
- son régime juridique

18.2. Régime des biens

L'inventaire distingue les catégories suivantes dans le régime juridique des biens :

A- Biens de retour

Ils se composent des biens nécessaires à l'exploitation du service réalisés ou acquis par le concessionnaire pour le compte du CHIELVR.

Ces biens appartiennent au CHIELVR dès leur achèvement ou acquisition. En fin de contrat, ces biens reviennent obligatoirement au CHIELVR. A contrario, les biens de retour non amortis font l'objet d'un versement par le CHIELVR au profit du concessionnaire au titre de la valeur nette comptable.

Les biens de retour acquis par le concessionnaire et amortis pendant l'exécution du service reviennent gratuitement et en bon état de fonctionnement au CHIELVR en fin de contrat.

Le concessionnaire précise la liste des biens de retour achetés ou lui appartenant qu'il affecte à la gestion du service.

En l'absence de précision du concessionnaire sur le régime des biens, ceux-ci sont tous considérés comme des biens de retour.

Constituent également des biens de retour l'ensemble des documents, fichiers et données informatiques relatifs à l'exploitation du service.

B- Biens de reprise

Ils se composent des biens non nécessaires à l'exploitation autres que les biens de retour, qui peuvent éventuellement être repris par le CHIELVR en fin de contrat si cette dernière estime qu'ils peuvent être utiles à son exploitation. Ces biens appartiennent au concessionnaire tant que le CHIELVR n'a pas usé de son droit de reprise. Les biens de reprise peuvent faire l'objet d'un rachat selon les modalités prévues au présent contrat

Le concessionnaire précise la liste des biens de reprise achetés ou lui appartenant qu'il affecte à la gestion du service. La liste de ces biens sera annexée au contrat.

Constituent également des biens de reprise les bornes informatiques et la licence d'exploitation logicielle correspondante.

C- Biens propres

Ils se composent de biens non financés, même pour partie, par des ressources du contrat prévues par le compte d'exploitation prévisionnel (CEP) et qui ne sont grevés d'aucune clause de retour obligatoire ou facultatif. Ils appartiennent en pleine propriété au concessionnaire pendant toute la durée du contrat comme à son échéance.

Le concessionnaire précise la liste des biens propres lui appartenant qu'il affecte à la gestion du service. La liste de ces biens sera annexée au contrat.

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 19 – TARIFS ET REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE

19.1 Principes de tarification

Le Concessionnaire fixe les tarifs des produits proposés aux usagers et se rémunère sur le prix versé par ces derniers en contrepartie.

Le prix de chaque article proposé devra être lisiblement affiché. Il est interdit au Concessionnaire d'étaler ou de remettre à titre gratuit toute publication contraire aux bonnes mœurs ou de nature à porter atteinte à l'ordre et à la discipline dans les services de l'hôpital.

Les prix des boissons et articles vendus seront communiqués au CHIELVR. Celui-ci pourra demander toute justification sur les variations apportées.

Le Concessionnaire s'engage à préciser par voie d'affichage permanent, et facilement lisible, et à informer préalablement le CHIELVR du montant et des variations des prix unitaires nets (service et TVA compris), de tous les articles ou produits vendus. Les prix ne devront pas être abusifs. En tout état de cause, le pourcentage appliqué pour l'ajustement annuel des prix ne pourra pas être supérieur à l'évolution d'une année sur l'autre de l'indice INSEE, contrôlé chaque année, des prix à la consommation – base 2024 – ensemble des ménages – France – hors tabac (Identifiant 001763852) d'une année sur l'autre.

Le Concessionnaire doit communiquer à la personne publique tous les documents établis au regard de la réglementation en vigueur et applicables à l'ensemble de la clientèle du Concessionnaire.

Les tarifs des produits types sont indiqués à l'annexe 1 du présent contrat.

Les tarifs sont fixes la 1ère année, ils pourront être évalués et modifiés avec l'accord du CHIELVR uniquement.

Les tarifs des téléviseurs sont exclusivement fixés par le CHIELVR sans que le concessionnaire ne puisse s'y opposer.

19.2 Evolution des tarifs

Les tarifs ainsi que les options présentées par le Concessionnaire dans son mémoire technique sont réputés être fermes la première année suivant la signature du contrat. Ils sont ensuite révisables à la hausse comme à la baisse sur présentation de justificatifs et après accord du CHIELVR.

Le CHIELVR pourra demander toute justification sur les variations apportées.

Il peut y avoir rejet partiel d'une demande d'ajustement ; lorsqu'il est demandé, pour certains produits ou certaines références commerciale, une révision supérieure au taux maximum indiqué précédemment.

Le Concessionnaire formulera sa demande d'évolution lors de la dernière réunion semestrielle de l'exercice en cours. A ce niveau, le CHIELVR validera ou fera modifier cette proposition. Dans le cas où cette réunion ne pourrait pas avoir lieu, le Concessionnaire s'engage à fournir son nouveau tarif 3 mois avant la nouvelle période et attendre l'accord écrit du CHIELVR avant sa mise en œuvre.

ARTICLE 20 – PRINCIPES GENERAUX

Le Concessionnaire devra tenir pour les charges et les produits de la concession une comptabilité propre à l'exécution du contrat, distincte de sa comptabilité et de celles de ses autres exploitations.

Les exercices comptables courent du 1^{er} Janvier au 31 Décembre.

ARTICLE 21 – COMPTES D'EXPLOITATION

Le compte d'exploitation, retraçant l'ensemble des opérations afférentes à l'exécution du service public confiée au Concessionnaire, est établi pour chaque exercice.

Le compte d'exploitation prévisionnel sur toute la durée du contrat est établi par le Concessionnaire et proposé dans son offre à l'annexe 2.

Ce document reprend les montants HT des charges et des produits cumulés sur toute la durée du contrat de concession. Chaque poste budgétaire a fait l'objet d'un étalement d'égale montant sur la durée du contrat et pour chaque exercice, à l'exception du premier et du dernier exercice qui font l'objet d'un *prorata temporis*.

ARTICLE 22 – REDEVANCES D'OCCUPATION

En contrepartie du droit d'occupation des locaux du CHIELVR, le concessionnaire s'engage à verser une redevance annuelle à ce dernier.

La redevance annuelle sera versée selon le principe d'une redevance minimale provisionnelle en début de chaque période annuelle et d'une éventuelle redevance de régularisation calculée à partir du chiffre d'affaires réalisé sur la période échue et du taux de redevance défini en annexe 1 minorée de la redevance minimale provisionnelle.

22.1 Redevance minimale provisionnelle assurée

L'appel à versement de la redevance en début de chaque période du contrat fera l'objet d'une émission d'un avis des sommes à payer par la Direction des Finances du CHIELVR sur la base du montant défini en annexe 1.

Le règlement de cet avis des sommes à payer est à effectuer par virement auprès de la Trésorerie Hospitalière de Sotteville-lès-Rouen.

Le paiement s'effectuera dans le délai global maximum fixé à 50 jours à compter de la réception de l'avis des sommes à payer.

Cette somme est facturée annuellement sur la base du chiffre d'affaires réalisé, payable au plus tard le 31 janvier de l'année « n+1 ». Pour l'année 2025, le calcul de cette redevance sera calculé au prorata temporis.

22.2 Modalités de calcul de la redevance, part variable – redevance définitive annuelle

A la fin de chaque période du contrat, la redevance définitive de la période écoulée sera calculée par le CHIELVR sur la base du chiffre d'affaires réalisé et du taux de redevance indiquée en annexe 1.

Si le montant de la redevance définitive est inférieur au montant de la redevance minimale provisionnelle, la redevance minimale restera intégralement acquise par le CHIELVR. Aucun reversement ne sera effectué par ce dernier.

Si le montant de la redevance définitive est supérieur au montant de la redevance minimale provisionnelle, un complément de facturation correspondant à l'écart entre les deux redevances sera adressé au concessionnaire par l'émission d'un avis des sommes à payer dans les mêmes conditions que pour la redevance minimale provisionnelle.

Un état détaillé du chiffre d'affaire ainsi que du volume de consommation par point de vente et par activité devra être adressé deux fois par an au Directeur des Services Techniques, Hôteliers et des Achats.

Le Concessionnaire retenu devra remettre, une attestation décomptant le montant du chiffre d'affaires réalisé pour l'exercice échu et dont les éléments comptables seront certifiés par ses commissaires aux comptes. Le pourcentage de redevance déterminant la part variable est proposé dans l'annexe financière (Annexe 1).

ARTICLE 23 – DISPOSITIONS FISCALES

Tous les impôts ou taxes établis par l'État, les collectivités territoriales ou leurs établissements publics, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service et à la TVA grevant les achats seront à la charge exclusive du Concessionnaire.

Le concessionnaire s'engage à acquitter toutes les sommes dues au titre des droits de diffusion musicales et/ou audiovisuelles (SACEM/SPRE) si celles-ci sont redevables.

De même, tout impôt, taxe et autre redevance imputés au CHIELVR au titre de l'activité du Concessionnaire est mis à la charge de ce dernier, qui rembourse le cas échéant les sommes avancées par le CHIELVR sur simple présentation du titre correspondant.

ARTICLE 24 – REVISION DES CONDITIONS FINANCIERES

Les parties conviennent de se rencontrer à échéance fixe pour examiner les conditions d'exécution financières de la présente concession.

En cas de déséquilibre significatif entre les dépenses et les recettes d'exploitation du service, les niveaux maximums des tarifs précisés, la composition de la formule de variation et le montant de la redevance domaniale, seront soumis à réexamen sur production par le Concessionnaire des justifications nécessaires.

CHAPITRE 5 : CONTROLE DE LA CONCESSION

ARTICLE 25 – PRINCIPE

Le CHIELVR dispose d'un pouvoir étendu de contrôle sur l'exécution des missions du concessionnaire.

Pour en permettre l'exercice, le concessionnaire devra lui communiquer par l'intermédiaire de son représentant, ou communiquer à toute personne physique ou morale accréditée, la copie de tout élément permettant de justifier du parfait accomplissement des obligations mises à sa charge par le contrat. De plus, les personnes accréditées par le CHIELVR pourront se faire présenter toutes pièces comptables, extra-comptables ou autres nécessaires. Le CHIELVR peut avoir recours à des organismes de contrôle extérieurs choisis par lui, les procédures de contrôle étant choisies de manière indépendante par ces organismes. Le concessionnaire ne pourra opposer le secret professionnel aux demandes d'information.

Le concessionnaire s'obligera également à répondre à toute demande de précision et, de manière générale, à prêter son concours au CHIELVR pour faciliter sa mission de contrôle.

Le CHIELVR pourra à tout moment s'assurer que le service est effectué avec diligence par le concessionnaire et que ses intérêts contractuels sont sauvegardés. Les frais de contrôle engagés par Le CHIELVR seront à la charge du concessionnaire lorsqu'il s'avérera que l'entretien et l'exploitation du service sont mal ou insuffisamment assurés.

ARTICLE 26 – COMPTES-RENDUS

26.1. Données comptables

Le concessionnaire doit tenir, pour les services qui font l'objet du présent cahier des charges, une comptabilité particulière conformément au plan comptable applicable en la matière et distincte de tout autre entreprise.

Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques du contrat, le concessionnaire produira auprès du CHIELVR l'ensemble des documents nécessaires prévus aux articles 26 et 27).

De plus, le concessionnaire remet au CHIELVR chaque année avant le 30 juin un état mensuel des produits et des charges.

26.2. Analyse de la qualité de service

L'analyse de la qualité du service comporte tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu, la satisfaction et l'expérience client et les mesures proposées par le concessionnaire pour une meilleure satisfaction des usagers.

La qualité du service est notamment appréciée à partir d'indicateurs proposés par le concessionnaire, en lien avec les standards et les outils de l'établissement. Le concessionnaire devra respecter les indicateurs permettant de contrôler la qualité du service présentés dans son offre et mettre en œuvre

les outils de recueils et de suivi structurés de la satisfaction et de l'expérience client avec la direction de l'établissement.

Le CHIELVR se réserve le droit de demander au concessionnaire de mener des enquêtes de satisfaction.

26.3. Compte-rendu technique et financier – Rapport d'activité

Le compte rendu technique et financier ainsi que le rapport d'activité sont remis au CHIELVR au plus tard le 31 juillet de l'année suivante. Ce document constitue une photographie de tous les éléments qui représentent la vie du service délégué pendant l'exercice écoulé. Il comporte les informations utiles relatives à l'exécution du service et notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres produits d'exploitation.

26.4. Tableaux de bord

A la demande du CHIELVR, le concessionnaire transmet un tableau de bord, permettant de suivre l'activité selon le modèle et les éléments de contenu présenté dans son offre.

Ce document devra contenir les données (en euros et quantitatives) du trimestre, les données cumulées depuis le début de l'exercice, la projection d'atterrissage en fin d'exercice (données réelles pour la période réalisée et données prévisionnelles pour la partie restant à courir).

ARTICLE 27 – RAPPORT ANNUEL DU CONCESSIONNAIRE

A titre de pièces justificatives, le Concessionnaire devra produire le rapport annuel comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat et une analyse de qualité de service.

Il produira à cet effet, une attestation du commissaire aux comptes garantissant l'exactitude de la déclaration du chiffre d'affaires dans le cadre du contrat conclu pour l'exploitation des points de vente et de l'exploitation des téléviseurs du CHIELVR.

Ce rapport devra être remis au plus tard le 30 Juin de chaque année au CHIELVR à la Direction des Services Techniques, Hôteliers et des Achats.

Il devra comporter notamment les comptes, certifiés par le comptable de l'entreprise, retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du présent contrat.

Il devra comporter en outre une analyse de la qualité du service, de la satisfaction et de l'expérience client permettant au CHIELVR d'apprécier les conditions d'exécution des prestations et la satisfaction des clients du prestataire.

L'évaluation de la satisfaction doit se faire en continu par le concessionnaire et les résultats doivent être transmis de manière régulière à la direction de l'établissement, selon les modalités définies au préalable.

La redevance d'occupation et de jouissance ainsi déterminée sera soumise à la TVA (au taux normal en vigueur). Le CHIELVR étant assujéti au régime de la TVA pour cette activité lucrative. La TVA collectée sera intégralement reversée au trésor public.

Au cas où les services devraient être modifiés pour l'une ou l'autre de ces causes, les deux parties se concerteraient pour convenir des mesures à prendre.

CHAPITRE 6 : SANCTIONS

ARTICLE 28 – SANCTIONS PECUNIAIRES – PENALITES DE RETARD

28.1. Principe des pénalités

Faute pour le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, des pénalités peuvent lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers ou du CHIELVR, ainsi que de l'application des mesures coercitives de mise en régie ou de déchéance qui pourraient être encourues.

Le CHIELVR adresse, sauf exception prévue par le contrat, au Concessionnaire une mise en demeure préalable par lettre recommandée avec accusé de réception de respecter ses obligations. Les pénalités sont prononcées par le CHIELVR.

Les pénalités courent de plein droit à compter, soit de la constatation du manquement dans les cas expressément prévus par la concession et dans le respect du contradictoire, soit à l'expiration du délai imparti au Concessionnaire pour répondre aux demandes que le CHIELVR lui adresse.

Les mises en demeure ou constats de manquement mentionnent les délais impartis au Concessionnaire qui doit permettre matériellement de prendre toute mesure utile.

Le délai de mise en demeure est proportionné à la mesure sollicitée. En règle générale il est de NEUF (9) jours sauf en cas de risque ou d'urgence où il est alors ramené à 72 heures à compter de la réception du courrier en AR de mise en demeure.

En cas de répétition du manquement, les pénalités seront dues dès la constatation de la défaillance.

La répétition du nombre de constatations donnant lieu à pénalités pourra en outre être sanctionnée par le CHIELVR par la déchéance du contrat, dans les conditions prévues au présent contrat.

28.2. Pénalités et indemnités pour faute encourues par le concessionnaire

Toute remise en cause des conditions contractuelles par le concessionnaire est susceptible d'entraîner l'application d'une pénalité.

28-2-1 : En cas de retard, les pénalités suivantes sont plus particulièrement encourues :

28-2-1-1. : Concernant l'achèvement des travaux :

En cas de retard par le Concessionnaire dans l'exécution des travaux qui lui incombent par rapport à son calendrier prévisionnel, le Concessionnaire encourt des pénalités de 100€ HT par jour ouvré de retard.

Il n'est pas fait application des pénalités si le retard trouve sa cause ou son origine dans un des cas suivants :

- Fait imputable au CHIELVR ou à ses agents,
- Cas de force majeure tels que définis par la jurisprudence.

28-2-1-2. : Concernant l'exploitation :

- En cas de défaillance dans l'exploitation du service, sauf cas de force majeure, de destruction totale des ouvrages ou de retard imputable au CHIELVR, des pénalités sont appliquées au Concessionnaire dans les conditions suivantes :
 - En cas de non-respect du délai d'installation des équipements neufs ou de mise en exploitation des équipements le concessionnaire sera soumis à des pénalités de 100 € HT par jour ouvré de retard.
 - En cas d'interruptions totale ou partielle non autorisées du service : 50 € HT par jour ouvré d'interruption ;
 - En cas de non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité : pénalité forfaitaire de 300 € HT par infraction constatée ;
 - En cas de non-respect des normes d'encadrement et de qualification du personnel : pénalité forfaitaire de 100 € HT par infraction constatée ;
 - En cas de négligence dans le renouvellement ou l'entretien des matériels : pénalité forfaitaire de 100 € HT par manquement constaté ;
 - En cas de mauvais entretien ou de mauvaise exploitation du service : pénalité forfaitaire de 100 € HT par infraction constatée.

Ces pénalités ne seront pas applicables en cas de grève ou d'obstacle majeur au fonctionnement des équipements non imputable au concessionnaire.

28-2-1-3 : Concernant le contrôle de l'autorité concédante :

- En cas de retard dans la fourniture des factures et certificats : 50 € HT par jour ouvré de retard après mise en demeure envoyée par télécopie ou par mail resté sans effet plus de 72 heures ouvrables.
- Non coopération du concessionnaire dans les opérations de contrôle de l'autorité concédante : 100 € HT par infraction constatée.
- En cas de tout autre non-conformité réglementaire et de sécurité de l'exploitation du service aux prescriptions du présent contrat : pénalité forfaitaire de 100 € HT par infraction constatée ;

28.3. Paiement des pénalités et indemnités

Les pénalités appliquées au concessionnaire par le CHIELVR feront l'objet d'une émission d'un avis des sommes à payer dans les mêmes conditions que pour les autres facturations.

En cas de retard de paiement des pénalités, pour quelque motif que ce soit, le concessionnaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour de retard ouvré.

Le caractère répété du non-paiement des pénalités par le concessionnaire pourra entraîner la déchéance de plein droit.

ARTICLE 29 – DECHEANCE

Sauf cas de force majeure dûment constaté, en cas de faute d'une particulière gravité ou de manquements graves et répétés du concessionnaire à ses obligations contractuelles, notamment en cas d'interruption totale et prolongée du service pendant plus de trente jours, le CHIELVR pourra prononcer lui-même la déchéance du concessionnaire.

Cette mesure devra être précédée d'une mise en demeure dument motivée, notifiée par la Direction Générale du CHIELVR et restée sans effet dans un délai d'un mois.

Le concessionnaire peut présenter toutes observations écrites et demander à être entendu sur les motifs de la mise en demeure.

L'ensemble des conséquences de la déchéance sera supporté par le concessionnaire, sauf paiement de la valeur non amortie des biens immobiliers et mobiliers dont il est propriétaire.

ARTICLE 30 – MISE EN REGIE PROVISOIRE

En cas de faute grave du concessionnaire, notamment si la continuité du service n'est pas assurée, le CHIELVR peut prendre toutes mesures nécessaires pour assurer le service par les moyens qu'ils jugent bon.

Cette mise en régie provisoire sera précédée de la mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 48 heures.

Le CHIELVR peut alors prendre possession des matériels, approvisionnements, etc., et de tous les biens nécessaires à l'exploitation. Les conséquences financières d'une telle décision seront à la charge du concessionnaire.

Ces dispositions ne seront pas applicables en cas de force majeure.

ARTICLE 31 – MESURES D'URGENCE

Sans préjudice des mesures prévues par le chapitre suivant, l'autorité compétente pourra prendre d'urgence en cas de carence grave du concessionnaire, ou de menace à la sécurité publique, toute décision adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire et immédiate du service. Les conséquences financières d'une telle décision seront à la charge du concessionnaire.

CHAPITRE 7 : FIN DE LA CONCESSION

ARTICLE 32 – FAITS GENERATEURS

La concession prendra fin :

- par expiration de la date convenue,
- à titre de sanction, en cas de déchéance du concessionnaire,
- en cas de dissolution ou redressement judiciaire ou liquidation du concessionnaire,
- par décision unilatérale du CHIELVR pour un motif d'intérêt général,

ARTICLE 33 – DISSOLUTION, REDRESSEMENT JUDICIAIRE, LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de dissolution de la personne morale du concessionnaire, le CHIELVR pourra prononcer la déchéance sans attendre que la procédure engagée ait abouti (notamment la clôture de la liquidation amiable). Cette déchéance pourra donc intervenir de plein droit, dès la date de dissolution publiée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS), et sans que le concessionnaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de redressement judiciaire du concessionnaire, la déchéance pourra être prononcée si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation de la délégation dans le mois suivant la date du jugement.

En cas de liquidation de la personne morale, la déchéance interviendra automatiquement et de plein droit dans le mois suivant le jugement. Cette déchéance interviendra de plein droit sans que le concessionnaire ou l'administrateur puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 34 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le CHIELVR pourra mettre fin au contrat avant son terme normal pour un motif d'intérêt général.

Cette décision ne pourra prendre effet qu'après un délai de six mois à compter de sa notification, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au lieu du domicile du concessionnaire. Dans ce cas, le concessionnaire aura droit à être indemnisé du préjudice subi.

Le montant des indemnités sera établi sur les éléments suivants :

- Part non amortie des investissements, soit la Valeur Nette Comptable, relatifs aux équipements et aux matériels à la charge du concessionnaire à la date de la résiliation ; l'amortissement pratiqué sur chaque bien sera linéaire et calculé sur une durée correspondant aux usages dans la profession.
- Autres frais et charges engagés par le concessionnaire pour assurer l'exécution du présent contrat pour la partie non couverte à la date de prise d'effet de la résiliation.
- Montant des pénalités liées à la résiliation anticipée de contrats de prêts ou de crédit-bail.
- Frais liés à la rupture des contrats de travail qui devraient nécessairement être rompus à la suite de cette résiliation, dans le cas où la poursuite de ces contrats ne pourrait être prévue chez le nouveau Concessionnaire

En cas de désaccord entre les parties sur le montant des indemnités, le Tribunal Administratif de ROUEN sera seul compétent.

ARTICLE 35 – FIN D'EXPLOITATION – REMISE DES BIENS, EQUIPEMENTS ET MATERIELS

Au plus tard 90 jours calendaires avant l'expiration du présent contrat, les parties effectueront un inventaire contradictoire des biens et équipements d'exploitation qui font partie intégrante du service.

35.1. Etat des lieux – Inventaire

Un état des lieux est effectué contradictoirement par les parties au moment de l'ouverture des espaces cafétérias. Il sera annexé au contrat.

Un inventaire, établi et mis à jour chaque année, classera l'ensemble des biens selon sa catégorie : bien de retour, bien de reprise et bien propres.

35.2. Apurement des comptes

A compter de la date de la cessation de la convention, les parties doivent procéder à l'apurement définitif des comptes et ce, dans un délai de six (6) mois.

ARTICLE 36 – CONTINUITE DE SERVICE EN FIN DE CONTRAT

Le CHIELVR aura la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le concessionnaire, de prendre toutes mesures pour assurer la continuité du service en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le concessionnaire.

D'une manière générale, le CHIELVR pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de gestion de l'activité. Le concessionnaire sera tenu, dans cette perspective, de fournir au CHIELVR tous les éléments d'information que celui-ci estimerait utile.

ARTICLE 37 – PERSONNEL

En cas de résiliation, de déchéance ou à l'expiration de la durée convenue de la Concession, le CHIELVR et le concessionnaire se rapprocheront pour examiner la situation des personnels concernés.

Au plus tard trois (3) mois avant la date d'expiration de la durée convenue de la Concession ou sans délai à compter de la date de notification de la décision de résiliation ou de déchéance, le concessionnaire communiquera au CHIELVR, une liste nominative des personnels désignés par lui, susceptibles d'être repris par l'exploitant suivant ou par le CHIELVR.

Cette liste mentionnera la qualification, l'ancienneté et plus généralement toute indication concernant l'aptitude des personnels susceptibles d'être ainsi repris.

A compter de cette communication, le concessionnaire informera le CHIELVR, dans les plus brefs délais, de toute évolution affectant cette liste.

CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 37 - OBLIGATIONS DU CONCEDANT : GARANTIE D'EXCLUSIVITE

Durant toute la durée de concession, le CHIELVR garantit au Concessionnaire la jouissance d'un droit exclusif pour la vente aux usagers, à leurs familles, aux visiteurs et aux personnels des établissements des prestations objets de la présente concession.

Le Concessionnaire prend toutefois acte que cette garantie d'exclusivité ne fait pas obstacle au fait que :

- ⇒ Le CHIELVR met à la disposition de son personnel des restaurants localisés dans les différents sites (y compris vente de sandwich et salade)
- ⇒ Des personnes étrangères à l'établissement peuvent bénéficier très ponctuellement ou régulièrement par contrat d'un accès à ces restaurants et aux services associés (stagiaires, invités...)
- ⇒ Les familles et visiteurs de malades peuvent également bénéficier du service de repas payants, en qualité d'accompagnants
- ⇒ Le CHIELVR concède des surfaces à un concessionnaire pour l'exploitation de distributeurs automatiques de denrées alimentaires et de boissons, localisés sur les différents sites.

ARTICLE 39 – INTUITU PERSONNAE – CESSION DU CONTRAT

Le présent contrat étant conclu en considération des qualités et capacités professionnelles des actionnaires majoritaires de la société, toute modification de la répartition du capital de la société ayant pour effet direct ou indirect de faire perdre le contrôle de la société concessionnaire par un ou plusieurs desdits actionnaires est subordonnée à l'accord préalable, express et écrit, portant sur les conditions de la cession et la qualité du nouveau titulaire et résultant d'une décision de la Direction du CHIELVR.

De même, toute subdélégation totale ou partielle de présent contrat à une personne morale distincte du concessionnaire initial sera interdite sans une autorisation préalable résultant d'une décision de la Direction du CHIELVR.

ARTICLE 40 – NOTIFICATIONS – MISES EN DEMEURE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la future concession, seront valablement effectuées par courriel certifié ou par lettre avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Tout délai relatif à une mise en demeure est décompté, sauf dispositions contraires, à partir de sa date de réception par le concessionnaire.

ARTICLE 41 – NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs dispositions du contrat se révélaient nulles ou étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres dispositions garderont toute leur force et leur portée sauf si la ou les dispositions invalides présentaient un caractère substantiel et que leur disparition remettait en cause l'équilibre contractuel.

ARTICLE 42 – LITIGES

En cas de litige sur l'interprétation et l'application des missions qui font l'objet de la concession, les parties s'engagent à rechercher toutes les voies d'un règlement amiable, y compris en faisant appel à la médiation d'une tierce personne.

Si dans un délai d'un mois, un accord n'est pas intervenu entre les parties, les différends qui ne seraient pas résolus par cette procédure, seront soumis au Tribunal Administratif de ROUEN.

ARTICLE 43 – ANNEXES

Sont annexés au présent projet de contrat :

- Annexe 1 au contrat : Offre financière
- Annexe 2 au contrat : Compte d'Exploitation Prévisionnel
- Annexe 3 au contrat : les plans des locaux mis à disposition
- Annexe 4 au contrat : la masse salariale pour la reprise du personnel
- Annexe 5 au contrat : Chiffres d'affaire réalisés dans le cadre du précédent contrat
